

05/09/2023

Note : Emprise au sol et surface de plancher des installations photovoltaïques

1) LA SURFACE DE PLANCHER (SDP) DES INSTALLATIONS PV

La SDP d'une construction est définie comme « *la somme des surfaces de plancher de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades* », après déduction de certaines surfaces (art. R. 111-22 code urba).

Parmi ces surfaces à déduire et donc non constitutives de SDP, figurent notamment l'épaisseur des murs, les vides et trémies d'escalier, les surfaces sous une hauteur sous plafond inférieure à 1,80 m, les parkings, les combles non aménageables, les locaux techniques...

La circulaire ministérielle de 2012 sur le calcul de la SDP indique que sont à exclure du calcul de la SDP, notamment :

- les constructions ne formant pas de plancher tels que les pylônes, les bassins, les canalisations
- les niveaux de construction ni clos ni couvert : sont considérés comme des niveaux clos et couverts les niveaux même non fermés en permanence dès lors qu'un obstacle est mis à la circulation (grille ou dispositif amovible de fermeture) ; en revanche, est exclu de la SDP le niveau d'une construction dont le périmètre n'est pas totalement clos en raison soit de l'absence totale ou partielle de mur de façade, soit de l'existence d'un mur ou garde-corps d'une hauteur inférieure à la hauteur sous plafond.

Pour les installations PV, seul le bâtiment technique/poste de transformation clos et couvert est générateur de SDP, à l'exclusion :

- des panneaux PV des centrales au sol, qui ne créent pas un niveau clos et couvert ;
- des volières PV, qui ne créent pas un niveau clos et couvert ;
- des surfaces situées sous les filets situés entre les volières, qui ne constituent pas un niveau clos et couvert.

Au sujet de panneaux PV apposés sur des serres agricoles dotées de façades en films plastique escamotables, il a été jugé que la serre ne constitue pas de la SDP, compte tenu du « système de

fermeture souple et amovible, dépourvu de toute fondation ou fermeture hermétique » de la serre (CAA Marseille, 22 juin 2023, n° 21MA01145).

En conclusion, si une serre en plastique close et couverte mais non hermétique ne constitue pas de la SDP, il ne peut qu'en être de même des surfaces situées sous les filets attenants aux volières PV.

2) L'EMPRISE AU SOL DES INSTALLATIONS PV

L'emprise au sol d'une construction correspond globalement à sa projection verticale sur le sol.

Il existe, toutefois, deux définitions réglementaires, applicables dans des situations différentes :

- une définition issue du code de l'urbanisme, qui ne s'applique que pour identifier le régime d'autorisation applicable (lorsque le recours à une demande de PC ou une DP dépend de l'emprise au sol) et le régime de l'évaluation environnementale applicable (lorsque le cas par cas ou l'étude d'impact systématique dépend de l'emprise au sol) : selon cette définition, l'emprise au sol « *est la projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus* », étant précisé qu'en sont seulement exclus « *les ornements tels que les éléments de modénature et les marquises* », ainsi que « *les débords de toiture lorsqu'ils ne sont pas soutenus par des poteaux* » (art. R. 420-1 code urba) ;
- une définition qui peut résulter du règlement du PLU applicable (souvent dans les dispositions générales du règlement), qui ne s'applique que pour s'assurer du respect du coefficient d'emprise au sol, lorsqu'un tel coefficient est imposé par l'article 9 du règlement du PLU : cette définition, propre donc à chaque PLU, peut exclure certains éléments du calcul de l'ES (par ex., certains surplombs voire même certaines constructions).

S'agissant des installations PV – volières et centrales au sol – et si l'on examine la définition nationale notamment utilisable pour l'examen au cas par cas, la prudence commanderait, tant que le Conseil d'Etat n'aura pas tranché cette question :

- de décompter la surface des panneaux PV comme de l'emprise au sol, dès lors qu'il est possible d'effectuer une projection verticale de cette construction (l'emprise au sol n'est donc pas limitée à la surface du pieu) : un arrêt de Cour a déjà qualifié d'emprise au sol des panneaux PV posés, semble-t-il, au sol (CAA Nancy 29 juin 2023, n° 21NC02491) ;
- de ne pas décompter dans l'emprise au sol, bien entendu, les filets attenants aux volières PV, qui ne constituent pas une « *construction* » et encore moins une construction dont on peut réaliser une projection verticale ;
- de ne pas décompter dans l'emprise au sol la surface en sous-sol des fondations (cf., par analogie, au sujet des fondations d'une antenne de téléphonie mobile : CAA Bordeaux 11 avril 2023, n° 22BX00400).